

LUTTES DES FEMMES

ET

REPRESSION POLITIQUE

AU MAROC.



Au MAROC, l'égalité est loin
d'être acquise entre les femmes
et les hommes, mais la mort
de Saïda MENECHI, montre que la
lutte des femmes et leur détermination
font trembler le pouvoir.

Comités de Lutte Contre
La Répression au Maroc.

Après la mort de Saïda Menebhi, détenue à la prison civile de Casablanca,

Avec toutes les femmes marocaines qui luttent contre leur oppression, notamment la mobilisation des mères, épouses, soeurs des prisonniers politiques, que les comités aident et soutiennent,

Nous publions cette brochure "Lutte des femmes et répression politique au Maroc" afin de mieux faire connaître leur sort, leur combat face à la répression politique du pouvoir marocain.

Nous souhaitons que cette brochure ne s'arrête pas à un acte ponctuel, mais soit le point de départ d'échanges, de recherches sur la question de la lutte des femmes.

Voici les textes que nous avons réunis :

- . Historique de la lutte des femmes au Maroc
- . Biographie de Saïda Menebhi, avec un de ses poèmes
- . Le témoignage d'Evelyne Serfaty.

Le 14 janvier à Paris, a eu lieu un meeting appelé par une coordination réunissant des femmes noires, Antillaises, Algériennes, Saharaouies, Marocaines, et le Comité de lutte Contre la Répression au Maroc sur : la répression qui touche aujourd'hui les femmes décidées à prendre activement part à la vie politique pour ne plus "supporter" leur oppression, et pour ne plus que soit étouffée leur résistance. Nous avons joint à cette brochure les différents textes et messages lus au cours de ce meeting.

Les Comités de lutte
Contre la Répression au Maroc.

La prison, c'est laid
tu la dessines, mon enfant
avec des traits noirs
des barreaux et des grilles
tu imagines que c'est un lieu sans lumière
qui fait peur aux petits
aussi pour l'indiquer
tu dis que c'est là-bas
et tu montres avec ton petit doigt
un point, un coin perdu
que tu ne vois pas.
Peut-être la maîtresse t'a parlé
de prison hideuse
de maison de correction
où l'on met les méchants
qui volent les enfants.
Dans ta petite tête
s'est alors posée une question
comment et pourquoi
moi qui suis pleine d'amour pour toi
et tous les autres enfants
suis-je là-bas ?
parce que je veux que demain
la prison ne soit plus là.

Poème de prison de Saïda Menebhi.

LA LUTTE DES FEMMES ET LA REPRESSION POLITIQUE AU MAROC.

Depuis quelques années au Maroc, des femmes sont frappées par la répression à l'égal de leurs compagnons de lutte. Cette répression est nouvelle : elle est la réponse à un nouvel engagement des femmes dans les luttes du peuple marocain, contre le régime réactionnaire et ses maîtres impérialistes. Ce nouvel engagement des femmes signifie une prise de conscience radicale de l'oppression spécifique qu'elles subissent et en même temps, de la volonté de ce pouvoir de les y enfermer. Elles savent maintenant que l'un des moyens pour le pouvoir de se maintenir est justement de laisser " la moitié du ciel " dans l'obscurantisme le plus complet, vu les potentialités révolutionnaires qu'elles représentent.

Aujourd'hui, elles osent dire non. La mort de Saïda Menebhi a rendu plus présente cette lutte dure et acharnée et plus urgente la nécessité de se mobiliser pour libérer Rabéa Ftouh et Fatima Oukacha condamnées elles aussi comme Saïda à sept ans de détention pour atteinte à la sûreté de l'Etat, au procès de Casablanca en janvier 77.

Rabéa, au moment de son arrestation, était lycéenne à Tanger. Elle représente la volonté farouche des jeunes lycéens de s'organiser pour lutter contre une politique d'enseignement élitiste et démissionnaire.

Fatima était ingénieur à l'Office de l'Electricité à Casablanca après avoir fait ses études à l'Ecole d'Ingénieurs de Mohammedia à Rabat.

Cinq autres filles viennent d'être transférées à la prison de Meknès après leur arrestation au printemps 1977, dans une énorme vague d'arrestations qui touchait essentiellement le milieu étudiant : Bouh Fatna, Latifa El Gibaldi, Maria Ziouni, Wi ad El Masmoudi. Il faut rompre l'isolement dans lequel le pouvoir les a enfermées : Meknès signifie coupure avec les familles, les avocats.

Un mouvement de solidarité très fort s'est créé parmi les mères, les femmes, les soeurs des détenus et détenues politiques, qui se battent littéralement pour manifester leur soutien et obtenir leur libération : visite régulière et patient, malgré les difficultés financières énormes la plupart du temps, soutien sans défaillance au moment de la grève de la faim (harcèlement des autorités, délégations répétées au Parlement, aux journaux, pour finalement, devant le silence général, entamer une grève de la faim dans une mosquée...)

A toutes ces femmes et à leurs compagnons de lutte, un soutien continu et efficace doit être manifesté.

C'est à nous qu'il appartient de ne plus laisser assassiner celles ou ceux qui osent penser, se révolter et lutter.

BREF HISTORIQUE DES LUTTES DES FEMMES AU MAROC.

Les femmes et la lutte pour l'Indépendance.

Sans être réellement organisées, les femmes participèrent activement à la résistance contre le colonisateur, à côté des hommes.

Leur participation prit plusieurs formes.

Dans les villes : - résistance quotidienne aux colons; exemple de la "guerre de l'eau douce" à Meknès où les femmes se soulevèrent contre la décision des autorités coloniales de détourner les eaux de l'Oued Boukkareb pour irriguer les fermes des colons.
- participation aux manifestations de rue.
- participation active dans la résistance armée : fourniture d'armes et liaisons, surtout à Rabat et à Sale, soutien effectif aux résistants : elles les cachent, les nourrissent.

Dans les campagnes : - elles assurent la coordination entre les villes et les campagnes
- elles aident l'armée de libération : nourriture, soins, etc...

Après l'Indépendance.

- Les femmes commencent à s'organiser dans les syndicats et les partis.
- Elles apportent un soutien actif à la lutte du peuple algérien.
- Elles sont présentes, lycéennes, ouvrières, chômeuses, avec leurs camarades, dans la rue, lors de l'insurrection de Casablanca en mars 65.
- Elles sont touchées comme leurs camarades des partis par une succession de procès (1960, 1963, 1969).

En fait, jusqu'en 1970, par rapport au mouvement pendant la colonisation, les femmes sont plutôt en retrait, et celles qui luttent constituent l'exception.

Après 1970.

On assiste à une radicalisation de l'engagement des femmes dans la lutte politique, organisée :

Leur rôle est plus actif et il correspond à une prise de conscience de la place de la femme dans la société marocaine et à une volonté d'émancipation réelle.

La tentative de s'organiser en tant que femmes dans les partis ou syndicat comme l'Union Nationale des Forces Populaires ou l'Union Marocaine des Travailleurs, est restée embryonnaire. Il reste à leur actif cependant, par leur mobilisation la mise en échec de l'Association des Femmes, fantoche, créée par le pouvoir, l' "Union des Femmes Marocaines " présidée par la soeur du roi.

Mais la participation la plus active, on la rencontre surtout dans les lycées (lycéennes et professeurs), dans les facultés (étudiantes). Certaines s'engageront dans le mouvement marxiste-léniniste, qui lui-même prend naissance à cette époque. C'est pour elles une possibilité de lutte radicale contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Saida, Rabea et Fatima en sont l'exemple même : la lutte qu'elles menèrent et qu'elles continuent à mener, elles la menèrent à l'égal de leurs compagnons hommes, tout en dénonçant la spécificité de l'oppression de la femme:

- la leur propre en tant que détenue politique-femme : la grève de la faim qu'elles avaient entamé le 8 novembre avec leurs camarades de Kénitra avait pour objectif de briser leur isolement à la prison de Casablanca où elles étaient séparées de leurs camarades hommes et d'obtenir le statut de détenus politiques.
- celle de la femme marocaine, sous toutes ses formes (mariage, travail, prostitution, etc..). Elles la dénonceront publiquement lors de leur procès. La proximité des femmes de droit commun leur ont fait prendre conscience de la dureté de leur condition de détention et de la misère de ces femmes : accusées d'adultère, de prostitution, etc.. Toutes issues de milieux populaires très pauvres, vieilles, jeunes ..

(d'après un témoignage, un véritable trafic se pratique dans l'infirmerie de la prison de Casablanca : "un des infirmiers amène les filles du quartier des femmes comme si elles étaient malades, pour des garçons qui ont payé 50 dirhams. Il les fait entrer dans la salle de consultation et ferme la porte en s'asseyant au bureau. La salle d'attente si l'on peut dire ... 50 dirhams et on passe trois fois..")

LA REPRESSION

La répression politique va s'adapter à l'évolution même de l'engagement des femmes dans la lutte, en affinant ses méthodes :

Pendant longtemps, la femme, malgré sa participation à la lutte, ne sera pas reconnue en tant que militante par le pouvoir, réactionnaire, considérée fondamentalement comme mineure et irresponsable. De fait, elle sera en quelque sorte "protégée" par ce statut. On l'arrête, on l'intimide, on la relâche...

Ce fut le cas en 1970, 1971, 1972, où de nombreuses lycéennes et étudiantes de l'ENS entre autres, furent arrêtées pendant les luttes étudiantes qui allaient aboutir à la dissolution de l'UNEM. Ou alors, si elle est réprimée, comme ce fut le cas pour un certain nombre de femmes, elle l'est comme femme, soeur, mère de militant :

- . Ce fut le cas d'Evelyne Serfaty, arrêtée et torturée sauvagement en octobre 1972 (elle devait mourir 2 ans après), pour être la soeur d'Abraham Serfaty, militant de l'organisation Ilal Amam, rebherché alors par la police (voir son témoignage en annexe).
- . Ce fut le cas en mars 1973, au moment des actions armées du mouvement dit du 3 mars, où de nombreuses femmes furent torturées et arrêtées pendant des mois, certaines avec leurs enfants, d'autres enceintes, au fameux camp d'Anfa à Casablanca, simplement pour être

femmes de militants.

- . D'autres femmes de détenus sont régulièrement interrogées, surveillées comme Jocelyne Laabi en 1975, épouse d'Abdellatif Laabi, écrivain progressiste condamné à dix ans de prison, qui est restée huit jours à Moulay Cherif, et qui vu son passeport retiré depuis.
- . Des femmes étrangères ont été expulsées.
- . Aujourd'hui, les femmes qui sont épouses, mères ou soeurs de détenus politiques sont réprimées durement : surveillance systématique, arrestations ponctuelles, intervention violente....

A cause de la radicalisation des luttes, le pouvoir ne se contente plus d'intimider, ni même d'arrêter. Il juge, condamne et emprisonne les femmes qui osent se révolter.

La condamnation de Khadija MEKKOURI, militante de l'UNFP au procès de 1963 était un cas rare à cette époque-là. Dès 1970, un autre processus est entamé : les cas se multiplient :

. Malika BELGHITI, militante du Parti de Libération Socialiste (actuellement Parti du Progrès et du Socialisme) arrêtée, torturée, emprisonnée, jugée et condamnée à six mois de prison avec sursis.

. Fatima TARFAOUI, jugée au Procès de Casablanca d'août 1973, condamnée à 2 ans de prison avec sursis.

. Aïcha MEFTOUH, militante du syndicat national des lycéens, emprisonnée pendant deux ans dans la prison civile de Casablanca, pour être finalement mise en liberté provisoire en avril 1975.

. Saida MENECHI, Rabha FTOUH, Fatima OUKACHA, arrêtées en 1976 avec trois autres femmes, qui, elles, seront libérées avant le procès : détenues à Moulay Cheriff, elles sont torturées et, condamnées à 7 ans de prison.

. Cinq militantes du mouvement étudiant et lycée,, arrêtées au printemps 1977 et actuellement détenues à la prison de Meknès.

Si la répression est le lot quotidien des militants et militantes marocains elle s'abat sur les femmes d'une façon particulière. A la répression politique s'ajoute la répression spécifique exercée à l'encontre des femmes en tant que femmes :

- . pour la police, la militante qu'il a en face de lui, est d'abord une mineure, irresponsable, dont le militantisme est du pur suivisme : seul l'amour ou ce qu'ils appellent tel, justifie l'engagement des femmes.
- . de toute façon, si ce n'est pas le cas, elle est vite assimilée à une prostituée, d'autant plus qu'il est connu que "les communistes se partagent également les femmes, alors pas eux ?..."
- . d'où toutes sortes d'intimidations, lorsqu'ils ne passent pas à l'acte : mise à nue, injures permanentes, menaces de viol, viol lui-même comme ce fut le cas pour : Khadija Medkouri, la jeune lycéenne du lycée Chawqui en janvier 74, violée au commissariat de Casa; comme toujours dans ces cas là, les autorités rejetèrent la responsabilité de cet acte sur les "moeurs des militantes".. Pour d'autres, non nommées.

BIOGRAPHIE DE SAIDA MENEHBI

DETENUE POLITIQUE MAROCAINE, MORTE LE 11 DECEMBRE 1977
A LA SUITE D'UNE GREVE DE LA FAIM.

Elle est née en 1952 à Marrakech.

Elle fait des études d'anglais à la faculté des lettres de Rabat où elle milite activement à la corporation des lettres, en 1972/1973, année où la répression s'abat sur le mouvement étudiant (dissolution de l'UNEM, arrestation de nombreux étudiants dont les membres du comité exécutif de l'UNEM).

Elle suit pendant deux ans une formation de professeur de premier cycle au Centre Pédagogique Régional de lettres de Rabat.

Elle enseigne dans un collège de Rabat à la fin de sa formation et milite à ce moment là à l'UMT (Union Marocaine des Travailleurs).

Elle est arrêtée le 16 janvier 1976 à Rabat lors d'une vague d'arrestations sévère et qui touche entre autre trois autres femmes : Pierra di Maggio, Fatima Oukacha et Rabea Ftouh.

Elle est présentée à la justice et transférée à la prison à la fin du mois de mars, après avoir passé tout ce temps à Derb Moulay Cheriff, maison de torture célèbre, où le statut de femme n'est pas particulièrement apprécié. Elle subit des tortures physiques et particulièrement psychologiques.

Elle est jugée, au procès de Casablanca de janvier 77, avec 138 autres inculpés, pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Elle dénoncera entre autre la situation d'oppression que subissent les femmes au Maroc (la salle l'a applaudit), elle affirmera son soutien à l'autodétermination du peuple Sahraoui.

Elle est condamnée à 5 ans de détention, plus de 2 ans pour injure à Magistrat.

Depuis le verdict, elle est isolée avec ses deux autres compagnes d'une part et Abraham Serfaty d'autre part, à la prison civile de Casablanca, alors que tous les autres étaient transférés à la prison centrale de Kenitra. Elle avait déjà observé une grève de la faim pour obtenir le procès et une autre pendant le procès lui-même pour protester contre la violation des droits élémentaires de la défense et des inculpés.

Elle est morte le 11 décembre 1977 à l'âge de 25 ans à l'hôpital d'Averroes.

Saïda Menebhi est la soeur d'Abdelazziz Menebhi, Président de l'UNEM, élu en 1972, arrêté avec le vice-président Abdelwahed Belkbir, en janvier 1973, disparus dans les maisons de torture de Rabat et de Casablanca pendant plus d'un an, acquittés en Aout 1976 après près de 4 ans de détention.

TEMOIGNAGE D'EVELYNE SERFATY.

Evelyne SERFATY est née le 23 avril 1924 à Casablanca. Elle est la soeur d'Abraham SERFATY arrêté une première fois le 25 janvier 1972; relâché, il sera recherché par la police depuis le 14 mars 72. Son fils, âgé de vingt ans sera séquestré comme otage pendant huit jours le 16 mars 72.

Le 26 septembre 72, Evelyne est amenée au commissariat : voici son témoignage .

26 septembre 1972.

Je suis à Rabat pour y passer la journée (j'habite Casablanca avec mes parents). Je vais faire des courses en ville. Quand je reviens vers ma voiture, deux policiers en civil surgissent, m'interpellent, me font monter dans ma voiture et me font prendre la direction du commissariat.

Je suis amenée dans un bureau où un commissaire m'attend. Celui-ci est courtois, d'abord, pour me demander où est mon frère. Son ton change quand je lui réponds que je n'ai aucune nouvelle de lui et que je l'ai vu pour la dernière fois le 12 mars dernier. Il dit alors : "Je ne vous crois pas, vous allez passer un mauvais moment".

Je suis introduite dans un autre bureau où se trouvent plusieurs policiers. Mon sac est entièrement vidé devant moi. Les questions et les gifles pleuvent. Puis on m'oblige à enlever ma jupe et mes chaussures. On m'attache les chevilles et les poignets ensemble avec des chiffons et des cordes. On fait passer entre eux une barre de fer que l'on pose entre deux tables. C'est la torture "du perchoir" du preoquet, déjà décrite par mon frère.

On me pose un bandeau sur les yeux, un chiffon sur la bouche. On verse de l'eau en me disant que si je ne parle pas, on ajoutera de l'eau de javel. C'est l'étouffement, une sensation horrible.

Je suis toujours sur le "perchoir", mais c'est le supplice de l'électricité, dans les oreilles, dans le sexe . Puis on m'enroule des fils autour des orteils et ce sont de terribles décharges dans tout le corps. "Ce n'est rien, me dit-on, tu verras quand on te fera ça aux seins".

Un autre supplice : on m'enroule dans une couverture, m'étend sur un banc de bois, attachée avec des cordes, on incline le banc en arrière de façon à ce que la tête touche presque le sol. C'est toujours la technique de l'étouffement, mais aggravée par le fait que l'on ne peut bouger et que la sensation est encore plus grande.

Entre deux tortures, les policiers me saisissent par les cheveux, me secouent me giflent, me disent en arabe "parle, parle". Je ne parlerai pas de leurs injures, ce serait trop long.

Cette fois-ci on m'attache les chevilles et les poignets à une corde. Je sais que je tourne et qu'à chaque tour, on m'appuie fortement sur la colonne vertébrale, aux creux des reins. J'ai l'impression que mes vertèbres vont se briser d'un moment à l'autre. C'est atroce.

Je suis par terre grelottante, claquant des dents. Un de mes tortionnaires me fait mettre ma jupe "pour que j'ai moins froid".

Puis c'est encore le "perchoir" . Cela dure longtemps, l'étouffement, l'électricité. "Lève le doigt si tu veux parler". Je sens mes mains et mes pieds gonfler, devenir de bois.

Je sens quelque chose de chaud couler sur ma jambe droite. J'ai réalisé plus tard que c'était du sang et qu'on m'a fait un pansement grossier avec une

corde et un chiffon.

Je me retrouve sur le sol, le dos contre le mur. Mes jambes et mes pieds sont bleus, gonflés, énormes. De même que mes mains.

Mais ce n'est pas fini. On m'oblige à me relever et on me frappe sur tout le corps avec une longue barre, plate en bois. Un de mes tortionnaires, grand gros et fort, me marche sur les pieds. Enfin, au comble de la rage, les policiers sortent un énorme couteau dont ils me mettent la pointe sur la gorge, puis un revolver qu'ils m'appuient sur l'oreille. Ils sortent un radiateur électrique, qu'ils branchent, et me menacent de me faire asseoir dessus, mais ils se ravisent.

On me laisse tranquille un moment. Puis les policiers reviennent et me disent " puisque tu ne veux pas parler, on va aller chercher tes parents et on va les amener ici. Ils subiront le même sort que toi. (Mon père a 83 ans et ma mère, à moitié aveugle a 79 ans). Tu ne dis rien, bon, on va aller les chercher. Tu les verras bientôt. Réfléchis".

La nuit tombe. Les deux policiers, qui prennent la relève me font marcher dans le couloir, de plus en plus vite, en levant et en abaissant les bras. Les deux suivants me font rester debout jusque vers six heures du matin. On me permet alors de m'asseoir sur le sol, le dos contre le mur.

27 septembre 1972.

Je suis l'objet toute la journée de pressions morales incessantes. Mes parents sont là, ils sont en bas dans les geôles. Est-ce que je n'ai pas pitié d'eux ? On m'inculpera de trafic de drogue. Des preuves ? on mettra un sac plein de drogue dans ma voiture avec mes empreintes. Je ferai 5 ou 6 ans de prison. La douceur : " je te donne ma parole que si tu parles, on te ramène immédiatement chez toi, tu pourras te faire soigner". Encore, des menaces : "on t'enfermera dans un sac et on te jettera dans la mer". "On a des ordres, ou tu parles ou tu crèves".

Vers le soir, cependant, mon apparence est telle que les policiers eux-mêmes ont l'air effrayés. Ils sortent un lit de camp, une couverture. Je peux m'étendre, mais si j'essaye de m'asseoir, j'ai de terribles vertiges, je ne sens ni mes jambes ni mes pieds. Chaque mouvement est une souffrance. ON m'apporte à manger, mais je ne peux avaler que du liquide, mon visage est tellement enflé que je peux à peine ouvrir la bouche (les gifles reçues).

28 septembre 1972.

On me laisse tranquille toute la journée. Et pour cause, il me faut l'aide de deux hommes pour m'asseoir, pour marcher, pieds nus, jusqu'aux W.C (situés à l'étage supérieur).

Mais, vers 19h, les policiers reveinrent et me disent : " tu as 5 heures pour réfléchir, si à minuit tu n'as pas parlé, tu vas mourir". Jusqu'à minuit les policiers se succèdent, multiplient les questions et les menaces. A minuit, on me fait lever, j'ai beaucoup de mal à rentrer dans mes chaussures. On me fait monter dans une voiture, on me bande les yeux. La voiture roule dix minutes environ. On me fait descendre, on m'enlève le bandeau. Je suis tout au bord d'une falaise, en bas, la mer et les rochers éclairés par la lune. On me dit : "et maintenant, parle, sinon on te jette en bas, on croira à un accident ". Un des policiers fait mine de me pousser. Puis on me remet un bandeau sur les yeux et on me tire dessus avec un revolver. Le coup métourdit, je tombe, mes oreilles tintent. Puis je me rends compte que c'est un pistolet chargé à blanc. On me ramène au commissariat, toujours les yeux bandés. La lumière reste allumée le reste de la nuit au-dessus de mes yeux.

29 septembre 1972

Un policier passe la tête par la porte et dit en ricanant : " Ce soir, tribunal nocturne ".

Vers 20h, les deux policiers préposés à ma garde se partagent le travail, l'un téléphone en disant : "tu la veux ? oui, d'accord, on ne bouge pas". L'autre traîne des chaises, des bancs à grand tapage, dans le bureau d'en face que je ne peux pas voir. A minuit, la mise en scène est terminée, mais la lumière reste encore allumée jusqu'à six heures du matin.

30 septembre 1972.

Les bureaux sont vides, je suis constamment gardée par deux policiers qui se relaient toutes les six heures.

2 et 3 octobre 1972.

Mes tortionnaires me demandent : "si je vais mieux"!

4 octobre 1972

Je suis relâchée vers 16h. Les policiers me donnent l'ordre de rentrer à Casablanca sans voir personne à Rabat. Je ne sais comment j'ai pu conduire ma voiture jusqu'à Casablanca.

16 octobre 1972.

Je suis en état de pouvoir écrire ce récit.

A mon arrivée chez moi, et cela après neuf jours de détention, j'avais le visage et le cou bleus, les jambes et les pieds gonglés et également bleus, une profonde blessure à la jambe droite, les avant-bras et la poitrine couvertes d'hématomes.

Les médecins qui m'ont examinée peuvent en témoigner. A ce jour, je ne peux me chausser, mais si je marche plus d'une demi-heure, mes pieds enflent et deviennent douloureux.

J'ai subi tout cela uniquement parce que je suis la soeur de mon frère.

Les policiers ne voulaient pas admettre que je savais rien de lui.

Comme si l'angoisse de son sort ne suffisait pas !

Le fils de mon frère, mon neveu, ne peut quitter le Maroc pour aller vivre avec sa mère, qui habite Paris. Malgré toutes ces démarches, les autorités marocaines lui refusent son passeport.

J'en appelle à tous les hommes de conscience pour que leurs protestations nous protègent et fassent cesser ces persécutions.

EVELYNE SERFATY.

INTERVENTION UNITAIRE
COORDINATION MEETING SAIDA MENEHI DU 14 JANVIER 1978

SAIDA, militante de l'organisation marxiste-léniniste Illal Amam, a été assassinée pour avoir participé directement à la lutte du peuple marocain contre le régime réactionnaire de Hassan II.

A partir de la tribune où le pouvoir prétendait la juger, Saïda a osé exprimer son soutien militant à la lutte du peuple Sahraoui pour son légitime droit à l'autodétermination.

Le régime du Maroc n'a pas hésité à tuer une femme, alors que pour lui, jusqu'à présent, une femme qui lutte n'était rien.

En tuant Saïda, le régime marocain a montré la volonté d'empêcher l'organisation de la mobilisation des femmes marocaines. Contre tous ces espoirs, les femmes -mères, soeurs, épouses des détenus- ont répondu à l'assassinat en occupant une mosquée et en entamant une grève de la faim.

Les femmes du Maghreb, d'Afrique Noire, des Antilles, de France, pour ne pas rester enfermées par les nations, les frontières, ni par les intérêts des gouvernements qu'elles combattent, ont décidé de briser l'isolement, de coordonner et de multiplier leurs efforts.

Saïda a été assassinée par un régime valet des impérialismes américain, allemand, et précisément français. C'est cet impérialisme-là qui soutient le régime de Hassan, ce n'est pas nouveau.

Tirant profit d'une indépendance volée au peuple marocain par la classe au pouvoir, il a continué, comme au beau temps de la colonisation, à pomper les matières premières, à maintenir un marché privilégié, à exploiter non seulement les richesses mais aussi les hommes (c'est à dire les hommes et les femmes) : réserve de matières premières, mais aussi nouveau marché aux esclaves, sous le nom "immigration".

Ce qui est nouveau, c'est le rôle que l'impérialisme dévolue au régime menacé par les luttes de libération victorieuses en Afrique ; il faut à cet impérialisme, trouver des gendarmes locaux. Il lui faut non seulement stabiliser les régimes réactionnaires par les moyens habituels (fournitures d'armes, aide économique et politique), mais encore, devant l'aggravation du danger de libération des peuples du tiers-monde, passer à l'intervention militaire directe ou indirecte, par des régimes à sa solde : Zaïre, Bénin et aussi Sahara. Dans ces trois pays, c'est Hassan qui, exécutant les ordres de l'impérialisme, a été chargé de rétablir l'ordre. Ainsi, il sert les intérêts de l'impérialisme et ses propres intérêts de classe.

A l'heure où nous parlons, les jaguars et l'armée du gouvernement français continuent à massacrer les populations sahraouies.

Briser l'isolement, c'est se donner les moyens de mettre un terme à toutes les oppressions sur les peuples, et les femmes en particulier.

Les régimes d'oppression tolèrent les femmes -prétextes au sein d'associations issues de leurs palais.

C'est ensemble que nous empêcherons Hassan de tuer Rabéa Fatima et tous les détenus politiques !

Lutter ensemble, c'est briser le poids de toutes les aliénations qui nous étouffent, répriment, baillonnent !

Notre vie en France est le lieu de convergence de toutes nos oppressions et exploitations. Quant aux femmes immigrées leur condition est encore plus dure que dans leur propre pays ; confrontées à un travail harassant à l'extérieur, humiliées et surexploitées dans un travail de domesticité, arrachées à leur milieu culturel, elles doivent faire face à une agression quotidienne en tant que femmes, en tant qu'immigrées et en tant que travailleuses, sans pouvoir se donner les moyens de lutter contre une telle situation.

En effet, en tant que domestiques, elles sont isolées dispersées et ne peuvent lutter pour améliorer leur condition.

Travail au noir, vexations sont leur lot quotidien dans leur travail ; chez elles, elles continuent de subir la loi du mari.

Dans nos pays respectifs se pose le problème du colonialisme qui crée l'immigration où nous nous retrouvons déracinées, et si notre lutte se passe actuellement ici, nous sommes à l'écoute et solidaires de tous les pays qui luttent pour leur indépendance.

Nous assistons à des restrictions chaque jour plus fortes sur l'immigration ; les lois Stoléru, après avoir dit : "Non à l'immigration familiale" ont été modifiées dans leurs termes et tolèrent maintenant l'immigration des femmes. Il ne s'agit évidemment pas d'une faveur, puisqu'elles n'auront pas le droit de travailler ; ces femmes seront ainsi totalement dépendantes de leur mari. Nous nous élevons contre ces mesures ambiguës qui veulent se donner l'apparence de faveurs et se servent des femmes pour pallier au "célibat des travailleurs immigrés".

Si le gouvernement français est prêt à accepter l'immigration familiale, c'est non seulement pour désensibiliser l'opinion progressiste vis-à-vis des conditions de vie intolérables des travailleurs immigrés en France, mais surtout parce qu'il pressent la nécessité d'une soupape de sécurité s'il veut maintenir une main-d'oeuvre bon marché ; il essaie d'établir une pseudo viabilité dans le ghetto grâce à l'apparence d'une vie de famille "normale" pour les travailleurs immigrés.

Ces familles n'auront pourtant une fois de plus que le droit de survivre, en marge des droits politiques et syndicaux.

Face à cette situation, qu'il soit clair que ce meeting n'est pas une action ponctuelle et sans lendemain après la mort de Saïda Menebhi.

Ce meeting marque notre volonté de lutter ensemble, non pas seulement pour empêcher la répression, mais pour conquérir notre libération :

celle de nos peuples, celle de toutes les femmes.

Il marque la première étape d'une coordination des femmes en lutte vivant de gré ou de force en France.

Pour définir nos axes, nos moyens d'action, nous appelons à une assemblée générale, non seulement aux femmes présentes à ce meeting, mais au plus grand nombre de femmes possibles.

Pour que cette assemblée générale soit préparée par nous toutes dans les meilleures conditions, un délai de 3 semaines nous semble nécessaire.

MOBILISONS NOUS !

NOUS APPELONS A UN REGROUPEMENT DE TOUTES LES FEMMES!

CE MEETING N'EST QU'UN DEBUT, SOLIDARITE AVEC LA LUTTE
DES FEMMES MAROCAINES !

VIVE LA LUTTE DES PEUPLES CONTRE L'IMPERIALISME
ET LA REACTION !

VIVE LA LUTTE DES FEMMES POUR LEUR LIBERATION !

Association de la femme marocaine
TOULOUSE

Toulouse le 12/1/78

Camarades,

Vous soutenant pour votre excellente initiative, nous tenons tout d'abord à vous exprimer notre regret de ne pouvoir participer ni assister au meeting que vous organisez le 14 Janvier 1978, pour le soutien des femmes marocaines contre la répression.

En effet, si elles sont privées de tout droit, si il n'est fait appel à leur "sens du devoir" qu'en tant que réservoir électoral, maintenu dans un obscurantisme complété par la démagogie, elles ne font par contre nullement exception à la répression qui devient le pain quotidien du peuple marocain.

Mais les femmes marocaines ne se sont jamais leurrées : leur lutte acharnée contre le colonialisme, puis contre le pouvoir compradore, valet de l'impérialisme, n'a jamais failli au cours de l'histoire du Maroc et ne faillira jamais !

Elles eurent tout d'abord une participation à la lutte contre le colonialisme : depuis le grand rôle qu'elles ont joué dans la république du Rif créée par Abdelkrim KHATABI jusqu'aux manifestations et émeutes de 55-56.

Puis, en participant aux luttes du peuple contre le pouvoir néo-colonial : particulièrement à l'insurrection populaire de Casablanca en mars 1965, qui vit plus de 1000 morts dont plusieurs femmes.

Aux côtés de leurs frères et maris, paysans de Ouled Khalifa, elles s'opposeront à l'expropriation de leur terre imposée par le pouvoir réactionnaire dont la réponse sanginaire ne les épargnera pas.

Grande fut également la participation des étudiantes aux manifestations et grèves revendicatives, particulièrement au cours des années 72-73 au sein de leur organisation combative, l'UNEM. Il en est de même pour les lycéennes qui dernièrement encore ont lancé un large mouvement de grève à travers tout le pays dénonçant l'assassinat de la martyre Saïda MENEHBI.

Ainsi la vie militante de Saïda MENEHBI vient compléter ce tableau de luttes héroïques, d'opposition indomptable à un pouvoir garant d'un système d'exploitation de l'homme par l'homme. Système qui, en plus de cette exploitation commune à tout le peuple, entérine et renforce une oppression spécifique à la femme au Maroc, qui se manifeste sur tous les plans : économique, juridique, social....

Etudiante en 72-73, Saïda MENEHBI militera activement aux côtés de son frère Abdelaziz MENEHBI, président de l'UNEM. Puis devenue professeur, elle ira renforcer les rangs de l'UMT (Union Marocaine des Travailleurs). Le 16.1.76, elle sera arrêtée à Rabat, lors d'une large vague de répression. Il en est de même pour OUKACHA Fatima et F'TOUH Rabea.

Après près d'un an de détention préventive et de tortures féroces, elle sera présentée au Procès des 138 militants marxistes-léninistes à Casablanca en janvier 1977. Cela ne l'empêchera pas de défendre courageusement ses positions sur la question du Sahara et de dénoncer ouvertement l'oppression spécifique que subissent les femmes au Maroc.

Condamnée à 7 ans de prison pour "atteinte à la sûreté de l'Etat et outrage à magistrats", elle sera séparée de ses autres camarades et isolée avec OUKACHA F. et F'TOUH R. et Abraham SERFATY à Casablanca.

Rappelons que tous ont dû entreprendre 3 grèves de la faim depuis leur arrestation pour protester contre les multiples infractions à la charte internationale des Droits de l'homme et des prisonniers politiques.

C'est alors que, la privant de soins, les pions du régime la laisseront mourir le 11 décembre 77 à l'âge de 25 ans, après 32 jours de grève de la faim.

Mais la martyre Saïda MENEHBI restera toujours vivante dans la mémoire de tout le peuple marocain et de tout démocrate épris de justice et de paix.

Elle restera le symbole de la lutte des femmes marocaines dans les geôles du pouvoir réactionnaire, le symbole de leur conscience que leur libération passe obligatoirement par la libération de toute la société marocaine et qu'elle ne pourra donc être que le résultat de la lutte conjugée de tout le peuple : hommes et femmes.

Saluant l'esprit de solidarité unitaire de ce meeting, l'Association de la femme marocaine - Toulouse (AMF-Tls) se joint à vous

- pour dénoncer la répression qui s'abat sur le peuple marocain et la double exploitation que subissent les femmes au Maroc.
- pour dénoncer l'odieux assassinat de la militante Saïda MENEHBI
- Gloire à la martyre Saïda MENEHBI et à tous les martyrs du peuple marocain !
- Partie intégrante des luttes du peuple marocain, la lutte des femmes marocaines vaincra !

Association de la femme marocaine -
Toulouse

Nous dénonçons la répression dont sont victimes les femmes qui aujourd'hui luttent dans les pays néo-coloniaux.

Nous dénonçons les crimes, les tortures dont elles sont victimes, et particulièrement l'assassinat de SAÏDA MENECHI.

Cette politique est étroitement liée à celle du gouvernement français qui soutient les bourgeoisies nationales contre les aspirations des peuples.

Les mesures Stoléru, au nom des intérêts français, frappent l'ensemble des immigrés et des exilés, qui ont été obligés de quitter leur pays; plus particulièrement les femmes, en interdisant à celles qui veulent entrer en France, le droit de travailler.

Nous dénonçons la discrimination qui frappe toutes les femmes, aggravée pour les femmes immigrées ou exilées, maintenues dans un ghetto culturel - ni possibilité de recevoir une formation professionnelle, passant par l'alphabétisation - - interdiction du droit d'avorter - manque d'information qui les isolent davantage.

Nous luttons pour l'égalité des droits avec nos camarades immigrés.

Notre libération passe par la libération de toutes les femmes.

COORDINATION DES GROUPES FEMMES:

de Paris
Région parisienne
du M.L.A.C.

Réunies en Assemblée Générale le
14 Janvier 1978

UNION NATIONALE DES FEMMES SAHRAOUIES

A nos soeurs marocaines,

Des campements de réfugiés où sévit le froid, la faim, la mort, l'exil, nous vous envoyons ce cri d'espoir,

Des vallées, des montagnes, des dunes où coulent le sang de nos martyrs, des villes où règne la terreur de l'occupation, où souffrent des milliers de nos soeurs et de nos frères, nous vous envoyons ce cri d'espoir,

Au nom de notre peuple tout entier, victime du même bourreau que le peuple marocain, nous voulons ici dire notre infinie solidarité avec la lutte que vous menez contre le régime sanguinaire de Hassan, et contre tous ceux qui l'arment et le soutiennent, contre l'impérialisme français.

Avec vous, nous voulons saluer la mémoire de SAÏDA, assassinée dans l'enfer carcéral, après tant d'autres qui ont osé lutter.

Est-ce une coïncidence si cette répression qui s'abat sur toi, soeur marocaine, est la même que celle que nous vivons ?

Elle est du même Roi, de la même réaction.

Elle n'épargne ni les enfants, ni les femmes, ni les hommes sahraouis: des centaines des nôtres sont disparus, enlevés, torturés dans les villas du Sud-Maroc et au Sahara occupé, comme des centaines de Marocains et Marocaines.

Parmi eux, il y avait Fatima EL GHALIA, disparue depuis deux ans, militante de la première heure et pour cela la première arrêtée.

SAÏDA et FATIMA EL GHALIA: deux femmes unies par la lutte, par la détermination, fortes des capacités de leurs deux peuples.

Le peuple marocain vit l'épreuve de la répression. La nôtre celle de la terreur, de l'extermination, du génocide.

Quel meilleur soutien peut-on vous offrir, ô nos soeurs marocaines, que celui de notre lutte.

Nous avons le même ennemi, nous mènerons le même combat, pour le triomphe de nos peuples, de notre liberté.

Le 13 Janvier 1978

UNION NATIONALE DES FEMMES SAHRAOUIES.

En Europe, en Afrique, en Amérique Latine, l'impérialisme assassine, massacre pour tenter de maintenir sa domination.

Contre cette volonté des états d'étouffer toute lutte, des hommes et des femmes se battent. Au Maroc, en Allemagne, des femmes sont assassinées dans les prisons quand elles résistent, par exemple, par la grève de la faim. Torturées, elles subissent les viols et les humiliations des pouvoirs impérialistes et machistes.

La Coordination Internationale des Femmes contre la Répression, réunie à Paris les 14 et 15 janvier 1978, soutient la lutte des femmes au Maroc, du Maghreb, d'Afrique Noire, des Antilles et l'initiative de ceux et celles qui se mobilisent pour sauver la vie des emprisonné(e)s.

Elle dénonce la collusion du gouvernement français avec les gouvernements bourgeois de ces pays, qui garde le silence sur ces assassinats, qui promulgue des lois contre les travailleurs immigrés, qui interdit le droit au travail pour les femmes immigrées en France.

Elle affirme sa solidarité féministe avec celles qui, en luttant contre des régimes fondés aussi sur leur oppression sexuelle, transgressent leur condition traditionnelle et se mêlent, au risque de leur vie, de ce qui les regarde !

COORDINATION INTERNATIONALE
DES FEMMES CONTRE LA REPRESSION.



DOCUMENTS DÉJÀ PUBLIÉS :

- Brochures :
- MAROC de la Coopération -
 - MAROC ; Répression, Prison, Immigration -
 - MAROC des Procès -

- Dossiers :
- Dossier sur L'Imperialisme culturel au Maroc.
 - La Grève de la Faim : LUTTE de Prison au Maroc -
 - Dossier sur la répression contre les Sahraouis vivant au Maroc -
 - Les Luites des femmes et la répression Politique au MAROC -

Comités **D**e **L**utte **C**ontre **L**a **R**épression
Au **M**aroc : 14, rue de nanteuil.75015.Paris.

c.c.P soutien aux familles des prisonniers : la source ,
Philippe Guibard 35 21158 L.

c.c.P soutien aux comités: la source,
mm^e myriam morel: 3156117 c.